

BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 179/180 / 22 nov 89

EL SALVADOR: LE FMLN RETOURNE VERS LES VILLES, POUR Y RESTER

Le FMLN, après l'offensive lancée le 11 novembre, tient bon malgré la terrible répression des forces armées de Cristiani surtout en direction de la population civile.

SI LES PRETRES NE MOURAIENT PAS AU SALVADOR

L'assassinat de six jésuites de l'université centraméricaine n'est qu'un épisode particulièrement horrible de la vague de répression qui s'abat sur le Salvador.

X **ALFREDO CESAR ET L'UNO**

L'ancien membre de la direction politique de la Contra, Alfredo Cesar, vient d'être éliminé de la direction de la campagne électorale de l'UNO. Il s'agit là de l'expression de la lutte entre les tendances du capitalisme au Nicaragua.

X **LETTRE D'A.CESAR A E.BERMUDEZ.**

LES CONVENTIONS ELECTORALES: LE CONTRAIRE DU SILENCE
C'est à partir de la base, au cours d'assemblées démocratiques, que les candidats du FSLN ont été choisis.

COTE ATLANTIQUE:

L'autonomie au coeur de la campagne.

QU'A FAIT LA DROITE EN DIX ANS?

A l'heure des discours électoraux, un retour sur les activités de l'opposition.

CEE: QUELLE COOPERATION ECONOMIQUE AVEC L'AMERIQUE CENTRALE?

Une analyse de ce qu'ont été depuis dix ans les relations économiques entre deux régions au développement inégal.

NARCO-GUERRE DE FAIBLE INTENSITE

Derrière leurs déclarations fracassantes contre le fléau de la drogue, les Etats-Unis se font complices des trafiquants eux-mêmes pour mener à bien leurs guerres d'agression dites "de faible intensité".

DROITS DE L'HOMME:

Dementi de *America's Watch*.

FLASH-ELECTIONS

40 P 11481

El Salvador

LE FMLN RETOURNE VERS LES VILLES POUR Y RESTER

par Ricardo Pino Robles

Managua, 19 novembre (ANN). Alors qu'il avait abandonné les zones urbaines il y a presque dix ans, le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) du Salvador est revenu vers les villes, pour y rester. Après une semaine de combats acharnés et de bombardements cruels contre les centres urbains, le gouvernement salvadorien se trouve isolé au niveau national mais a encore, d'après les observateurs, un certain soutien international.

Les combats pour conquérir des positions dans les principales villes, y compris la capitale, ont démarré samedi 11 novembre, et mardi tous les doutes se sont dissipés, avec le communiqué du commandement de la guerrilla appelé *manifeste à la nation* où il déclare *territoires libérés par le peuple* toutes les zones contrôlées par la guerrilla dans les départements de Morazan, San Miguel, la Union, Usulután, Cuscatlán, Chalatenango, San Vicente et Cabanas. Le FMLN contrôle désormais une zone d'environ 6000 kilomètres carrés, alors que le pays en compte 21 000.

A partir de mercredi, les guerrilleros salvadoriens contrôlaient plusieurs quartiers à San Salvador, Santa Ana (la deuxième ville du pays), San Miguel, Usulután, Nueva Concepción, Zacatecoluca, Concepción Quezaltepeque, Morazan et Chalatenango, entre autres.

D'après les commentateurs politiques et militaires, la défense des positions du FMLN n'a pu être assurée que grâce à une augmentation considérable des forces de la guerrilla qui s'est produite par l'engagement volontaire de la population civile à ses côtés.

Les experts militaires soulignent que, malgré le manque d'expérience du FMLN en guerrilla urbaine et en guerre de positions, ses combattants ont pu vaincre les manœuvres de contre-offensive lancées par l'armée et l'aviation, et ont continué à avancer.

L'armée se terre dans les casernes, qui sont encerclées par les guerrilleros, ce qui constitue un impact politique négatif pour le Gouvernement qui n'arrive plus à faire respecter sa loi, et ne contrôle plus le territoire national, malgré les affirmations d'Alfredo Cristiani.

Au cours des derniers jours, les combats n'ont pas cessé et la guerrilla a pu augmenter son influence, qui se traduit par la prolifération d'organes de gestion et de contrôle populaire dans les territoires libérés.

Si l'objectif du FMLN était de produire une modification substantielle dans le rapport des forces, c'est à coup sûr un succès, puisqu'il a démontré qu'elle était capable de tenir les positions acquises, malgré les bombardements de l'aviation et les contre-attaques de l'armée. Au point de vue politique interne, les commentateurs estiment que le FMLN a obtenu le soutien de la population dans les zones sous contrôle et qu'il crée, de fait, une situation de double pouvoir.

Au point de vue militaire, on constate que les guerrilleros ont une capacité extraordinaire pour s'adapter aux différentes formes de guerre et types de combat : Que ce soit la guerre irrégulière à la campagne et en ville ou la guerre de positions. Ils compensent la faiblesse de leur armement par une supériorité morale indéniable, qui est basée sur la conviction de la justesse de leur cause et sur le soutien populaire.

Mais on ne peut oublier l'infériorité de la guerrilla en quantité d'hommes armés, en qualité des armements, et en moyens logistiques et techniques. La guerrilla n'a ni aviation, ni artillerie lourde, ni blindés. Les forces armées salvadoriennes par contre ont été renforcées par 126 soldats guatémaltèques des troupes spéciales "kaibiles", entraînées par des experts israéliens et tristement célèbres déjà, au Guatemala, pour leur férocité dans la lutte anti-insurrectionnelle à l'encontre des indigènes guatémaltèques.

L'administration Bush a elle-même reconnu que le gouvernement salvadorien a demandé une augmentation de l'aide et que les envois par avion avaient été accélérés. On estime qu'il s'agit de conseillers techniques et de munitions pour l'artillerie lourde et l'aviation militaire. Le FMLN a dénoncé que ce sont des pilotes des Etats-Unis qui se chargent des bombardements et a souligné que cet engagement direct rend encore plus dangereuse la situation car le risque de généralisation de la guerre au delà des frontières augmente.

Au niveau national, l'isolement du gouvernement d'extrême-droite s'est accentué à la suite de la proclamation par l'union des travailleurs salvadoriens (UNTS) et plusieurs organisations populaires et partis d'opposition, qui proposent de constituer un gouvernement de salut public. Le mouvement populaire social-chrétien salvadorien a appelé les gouvernements des autres pays à rompre leurs relations diplomatiques avec le gouvernement Cristiani.

Mais la situation diplomatique n'est pas encore claire: Théoriquement le gouvernement d'Alfredo Cristiani devrait être isolé et condamné au niveau international, à

cause des bombardements éhontés contre la population civile. Des le début des événements le président du Nicaragua, Daniel Ortega, a condamné publiquement cette cruauté et a demandé à la Communauté internationale d'intervenir pour stopper les actions criminelles contre la population.

Un gouvernement qui bombarde son peuple pour s'accrocher au pouvoir à tout prix ne mérite que le mépris de la Communauté internationale, mais ce n'est pas encore le cas de l'administration de Cristiani.

On sait par ailleurs que le FMLN essaie de déployer une offensive diplomatique auprès de plusieurs gouvernements et organismes internationaux, un résultat positif étant la visite à San Salvador du secrétaire général de l'OEA, Joao Baena Soares ce week-end. Mais on ne dispose pas encore d'informations sur les progrès de ces différentes démarches.

Certains commentateurs se risquent à dire que les conditions objectives existent pour que le FMLN puisse passer à une forte offensive politique interne, qui déboucherait sur la solution politique du conflit. On connaissait déjà la ligne du FMLN qui est favorable au dialogue national, à la solution politique négociée, ainsi qu'à l'épuration de l'armée (à savoir la liquidation du haut commandement).

Le gouvernement salvadorien n'est cependant pas disposé à négocier. Le soutien international dont il dispose encore lui a permis de continuer le génocide contre la guerrilla et le mouvement populaire, qu'il essaye de décapiter et de désarticuler avant que la paix ne s'impose dans le pays. Le gouvernement continue à chercher une victoire par les armes, sans se préoccuper du coût social énorme que cela implique.

La guerrilla salvadorienne, consciente de la gravité de la situation et du risque d'internationalisation du conflit, à cause de l'intervention des Etats-Unis, cherche à mener l'offensive sur tous les fronts pour mettre fin le plus tôt possible au génocide.

Elle cherche à déclencher la débandade du haut commandement de l'armée, la destitution de Cristiani et la formation d'un Gouvernement de consensus.

SI LES PRETRES NE MOURAIENT PAS AU SALVADOR...

par Michèle Faure

Managua, 20 novembre (ANN). "Si les prêtres ne mouraient pas au Salvador, cela signifierait que l'église va mal, car le peuple est en train de mourir", avait dit Mgr Romero, tué en 1980 par les escadrons de la mort.

Les six jésuites assassinés jeudi dernier à San Salvador ont été enterrés dimanche dans la chapelle de l'université centraméricaine élevée à la mémoire de Mgr Romero, en présence du président Cristiani et de l'ambassadeur des Etats-Unis. Ce crime a ému beaucoup de centraméricains à cause des circonstances dans lesquelles il a eu lieu et de la personnalité des six prêtres.

A trois heures du matin, des hommes en uniforme militaire ont fait irruption dans la maison où ils vivaient, les ont fait lever et les ont abattus dans le jardin.

Le lendemain du début de l'offensive du FMLN, la radio officielle les avait désignés comme des ennemis. Menacé de mort depuis longtemps, Ignacio Ellacuria, recteur de l'université centraméricaine (UCA) de San Salvador, avait déclaré il y a quelques mois: "Le danger vient des escadrons de la mort, ce que j'appelle le terrorisme de classe. Ils peuvent me tuer, mais je me sens tranquille".

Ignacio Ellacuria était né en pays basque espagnol en 1930 et vivait au Salvador depuis 1950. C'était un philosophe, un éducateur et un farouche critique des gouvernements militaires. Il était favorable à la solution politique du conflit salvadorien; il avait d'ailleurs été médiateur entre le gouvernement et le FMLN lors de l'enlèvement de la fille de l'ancien président José Napoleon Duarte.

L'UCA, université catholique qu'il dirigeait depuis neuf ans, combine les études scientifiques et une pratique inspirée par la théologie de la libération. Elle a fait l'objet de dix attentats de la part de l'extrême-droite mais jusqu'à présent celle-ci ne s'en était jamais pris directement aux jésuites.

Avec Ignacio Ellacuria ont été tués le père Armando Lopez, le père Ignacio Martin, le père Juan Ramón Moreno, le père Joaquin Lopez, le père Secundo Montés, la cuisinière Elba Ramos et sa fille Maricet, âgée de 15 ans.

Le président Cristiani a affirmé au cours d'une conférence de presse que le crime avait été perpétré par "des inconnus", ayant intérêt à compliquer la situation. Il a promis une enquête, demandée par ailleurs par les Etats-Unis que la guerrilla accuse d'avoir été au courant du crime avant son exécution. Mais, de Mgr Romero aux quatre religieuses étatsuniennes en passant par de nombreux dirigeants populaires, cela fait si longtemps que de tels actes se renouvellent sans que les vrais coupables ne soient jamais inquiétés qu'on a du mal à croire que celle-ci aboutira. Si quelques auteurs matériels d'assassinats ont parfois été emprisonnés, ils se sont de toute manière retrouvés libres après l'amnistie accordée par l'ancien gouvernement de J. N. Duarte comme lui en faisaient obligation les accords d'Esquipulas.

La répression qui se déchaîne depuis plusieurs jours prétend faire table rase de toute opposition. Les dirigeants

politiques ou syndicaux sont recherchés, le leader social-démocrate Guillermo Ungo et le dirigeant du parti social-chrétien Ruben Zamorra se sont réfugiés dans des ambassades. Sept personnes du comité des mères et parents des prisonniers, assassinés et disparus politiques du Salvador (COMADRES) ont été arrêtées et sauvagement torturées selon Brenda Hubbard, de nationalité étatsunienne, qui a été arrêtée en même temps puis relâchée.

On pourrait aussi parler de membres de l'église luthérienne, d'un professeur français, d'un coopérant suisse... Les médias n'ont pas le droit d'évoquer le conflit et ne peuvent diffuser que l'information officielle. Certaines zones sont interdites aux journalistes, qui sont harcelés par l'armée.

Celle-ci entre dans les refuges ouverts par l'église pour la population civile et les fouille. De même, les admissions dans les hôpitaux sont très étroitement contrôlées... Mais cette main de fer qui voudrait prendre le pays à la gorge ne représente qu'un échelon de plus dans la répression qui sévit depuis si longtemps au Salvador.

Au cours de l'enterrement des six prêtres, Mgr Rivera y Damas, archevêque de San Salvador, a indiqué que l'église possède des indices permettant de penser que les criminels sont membres des escadrons de la mort ou de l'armée. En réalité c'est à peu près la même chose: Les escadrons de la mort sont constitués, comme le dénoncent des organisations nationales et internationales, de membres de l'armée et de la police.

"Ils se trompent, ceux qui pensent qu'avec ce crime ils ont tué la compagnie de Jésus et qu'ils ont tué l'UCA. Nous sommes prêts à continuer à servir au Salvador, aux côtés des pauvres et luttant pour une paix accompagnée de justice", a déclaré pendant la messe le supérieur des jésuites d'Amérique centrale, José Maria Tojeiro. Mais ni la télévision ni la radio n'ont retransmis les funérailles. Dommage. Les Salvadoriens auraient pu voir leur président, Alfredo Cristiani, accomplissant scrupuleusement ses devoirs de chrétien, puisqu'il a communié.

Uno

ALFREDO CESAR ET L'UNO: UN PROJET POUR MODERNISER LE CAPITAL

par Oscar René Vargas

Managua, 17 novembre (ANN). Alfredo Cesar, ancien membre de la direction politique de la Contra, vient d'être exclu du "comité de campagne" de l'Union nationale d'opposition (UNO).

Le conseil politique de la coalition de droite évoque une simple restructuration, mais ce n'est un secret pour personne que l'ancien contra doit son expulsion à une lettre qu'il a adressée le 7 novembre dernier à l'ancien colonel somoziste *Enrique Bermudez*, chef militaire des forces mercenaires.

Cette missive, rendue publique par le quotidien hondurien *el Tiempo*, est, on ne peut plus claire, quant aux liens de l'UNO avec la contre-révolution. C'est Eli Altamirano, secrétaire général du parti communiste.

Cesar le remet en cause, avec peu d'élégance, dans son message à Bermudez, qui a fini par avoir la peau de celui qu'il qualifie d'opportuniste. Alors que cette affaire divise un peu plus la coalition, Oscar René Vargas a proposé dans *Barricada*, le quotidien du FSLN, une intéressante analyse sur les contradictions de la bourgeoisie nicaraguayenne à quelques semaines du verdict des urnes.

ALFREDO CESAR

Alfredo Cesar a collaboré avec le FSLN seulement à partir de septembre 1978. En juillet 1979, il occupe déjà de hautes fonctions dans le Gouvernement révolutionnaire et dans les structures du FSLN.

En 1982, il abandonne le pays et entre dans la Contra. Il appartient au groupe *rescate* (sauvetage) puis s'allie avec l'ancien commandant sandiniste Eden Pastora.

Il finit par entrer à la direction de la "résistance nicaraguayenne", où il fait désormais alliance avec l'ancien colonel de Somoza Enrique Bermudez, Adolfo Calero, Pedro Joaquin Chamorro (fils de Violeta Barrios et de Pedro Joaquin Chamorro), etc. En mai 1989, il rentre au Nicaragua et reprend la tête du parti social-démocrate.

Le parti social-démocrate (PSD) provenant d'une scission du parti conservateur-démocrate, a été fondé en septembre 1979. Il est entré en contradiction avec le FSLN à partir du moment où il a voulu utiliser dans son nom l'adjectif "sandiniste". Membre de la coordination démocratique nicaraguayenne, il a adopté une attitude agressive contre le Gouvernement. Ces dernières années, il s'est montré un peu plus modéré. Mais avec le retour d' A. Cesar, ancien dirigeant contre-révolutionnaire, sa position anti-sandiniste s'est renforcée.

La caractéristique essentielle du PSD a été et demeure de ne pas avoir de leader d'envergure nationale. Il est né justement quand l'espace politique et idéologique de la social-démocratie était occupé par le mouvement démocratique nicaraguayen (MDN), avec des positions plus à droite que celui-ci et qui l'apparentent beaucoup à d'autres courants du parti conservateur démocrate.

Au moment où le MDN abandonne la lutte politique civique et choisit les armes pour affronter le Gouverne-

ment sandiniste, le PSD occupe davantage le terrain.

L'intégration de ses principaux leaders (Luis Rivas, Pedro Joaquin Chamorro Barrios, Wilfredo Montalvan) à la Contra ainsi que la nomination au poste de secrétaire général d'A. Cesar, ancien membre de la direction politique de la "résistance nicaraguayenne" démontre les positions droitières du PSD et son désir de devenir le porteur de tendances modernisantes du capital au Nicaragua.

Le PSD n'a pas de structure organisée au plan national, si bien que l'unification de l'opposition lui était nécessaire, étant donné que s'il s'était présenté seul, il n'aurait même pas recueilli dix mille suffrages. Grâce à l'union des partis d'opposition et l'obtention de certains postes importants à la direction de la campagne électorale de l'UNO, il peut forger des liens qui l'aideront, plus tard, à se structurer au niveau national.

A. Cesar, dont les positions se rapprochent de celles de l'aile droite de l'international-socialiste, pourrait nouer des relations et trouver un financement lui permettant de consolider postérieurement son parti. Il se proclame aussi porte-parole du parti démocrate des Etats-Unis. Ces éléments indiquent la possibilité d'une fusion post-électorale entre le MDN et le PSD, qui pourraient constituer, avec certains membres de la commission sur le redressement et le développement du Nicaragua (CORDENIC), l'expression politique de la tendance modernisante du capital au Nicaragua.

L'UNION NATIONALE D'OPPOSITION

La candidature de Doña Violeta de Chamorro a été appuyée sans réserve par A. Cesar et Antonio Lacayo, qui sont ceux qui risquent d'en tirer le plus grand bénéfice dans le futur. Par cette opération, ils ont évincé de la direction politique de la bourgeoisie les secteurs plus rétrogrades du capital, éliminant Enrique Bolanos (leader du COSEP) et intégrant Virgilio Godoy à leur propre projet. En même temps, ils ont hypothéqué l'avenir politique des autres fractions de l'opposition.

A. Cesar apparaît, pour les élections de 1996 (aux prochaines élections), comme un des candidats possibles face au Sandinisme usé par 17 ans de pouvoir. Dans ce sens, celui qui a le plus d'intérêt à l'échec de Violeta de Chamorro est bien A. Cesar, qui conserverait son capital politique et même l'augmenterait grâce au rôle qu'il pourrait jouer au sein de la prochaine Assemblée nationale.

Les partis politiques regroupés au sein de l'UNO ont soutenu la candidature de Violeta de Chamorro à cause de l'absence de leader capable de rassembler les différentes tendances de la bourgeoisie. Cette situation s'exprime par la multiplication de partis sans aucune base sociale réelle et que ni V. Godoy ni E. Bolanos

n'avaient la possibilité de les unir. Dans le meilleur des cas, ils n'auraient pu rassembler qu'une partie de l'opposition, ce qui aurait provoqué la division de la bourgeoisie.

La candidature de Violeta de Chamorro a été acceptée car elle n'appartient à aucun parti et il n'y a aucune chance que son rôle de premier plan se prolonge au delà de 1990, puisque, selon la revue étatsunienne *Time*, "elle manque autant de substance que d'imagination".

Le courant social-démocrate fait partie de ceux qui ont tiré le plus de profit de la création de l'UNO: Le PSD et le MDN ont obtenu deux candidats chacun dans le premier tiers de la liste des candidats de l'UNO à la députation. Ils sont également parvenus à diriger l'organisation de la campagne électorale de tous les partis de l'UNO et, grâce à cela, à nouer des relations pour le futur.

En organisant la campagne autour du personnage de Doña Chamorro, ils annulent les autres partis au nom de l'unité, ce qui leur permet d'établir des contacts et de créer des liens de dépendance sur le plan de l'organisation avec les directeurs de la campagne de l'UNO, dont 66% sont contrôlés par cette alliance PSD/MDN/CORDENIC. Cette dernière organisation qui tente de prendre la place du conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) voit sa promotion assurée par le quotidien *la Prensa*.

A. Cesar et A. Lacayo ont été les principaux artisans de la candidature de Violeta de Chamorro, puis du tandem Chamorro/Godoy, éliminant ainsi E. Bolanos. Si ce dernier avait fait partie de la liste, il est probable que le COSEP aurait obtenu la direction de la campagne de l'UNO. Mais en fait c'est CORDENIC et le PSD qui mènent la campagne, le COSEP étant relégué au second plan.

L'éviction de E. Bolanos ne doit pas être interprétée comme une attitude progressiste: Son élection aurait donné à A. Cesar toute possibilité de jouer un rôle de premier plan. La lettre qu'il a envoyée à Bermudez révèle qu'il a gardé tous ses contacts avec la Contra, qu'il apparaît comme le point de convergence entre celle-ci et de nombreux partis membres de l'UNO et qu'il est en train d'éliminer les leaders actuels du COSEP de la direction des entrepreneurs privés, aidé en cela par CORDENIC.

La récente substitution d'A. Cesar au sein du comité de campagne de l'UNO doit être interprétée comme l'expression des luttes internes pour essayer de mettre fin à son hégémonie et à celle de A. Lacayo.

ANNEXE

LETTRE D'ALFREDO CESAR A ENRIQUE BERMUDEZ

Managua, 7 novembre.

A Enrique Bermudez Varela, commandant général de la résistance.

Après les derniers événements qu'entraîne la relance des actions de guerre du régime sandiniste, qui affecte directement l'action civique que nous avons commencé à impulser essentiellement dans les zones où le régime réalise actuellement un large déploiement militaire, nous avons analysé, au sein du conseil politique, la nécessité de définir une ligne d'action plus offensive qui permette, plus que de répudier l'action du régime, d'avoir une incidence, par le biais de nos dirigeants, dans les zones affectées.

Cela nous a conduit à décider que la commission chargée des accords souscrits au Guatemala entre l'UNO et la RN (résistance nicaraguayenne, note de la traductrice) sollicite une nouvelle réunion conjointe entre vous et nous, pour aborder de façon plus franche les alternatives d'action des combattants de la résistance qui se trouvent dans les montagnes du Nicaragua, puisque c'est notre obligation de tenir compte de l'avis des nombreux combattants et de leurs chefs sur la base de ce que nous avons convenu en matière d'action civique, combinée avec les actions militaires, pour la liberté de notre douloureuse patrie.

La réunion conjointe devra avoir lieu une fois que vous aurez défini la procédure à suivre, en tenant compte que l'on attend la déclaration publique et les accords de la prochaine réunion à l'ONU. A ce propos, nous avons jugé bon de recommander que ces accords ne soient pas déliés des engagements que le régime a promis de respecter dans le dialogue et pour lesquels, jusqu'à ce jour, il n'a pas pris de décision ferme qui en indique la bonne marche. Vous devez vous rappeler que, en matière de vérification, c'est à nous que revient de faire le constat en ce moment et que la juste cause que vous défendez est la nôtre. Nous devons comprendre qu'il est nécessaire de ne parvenir à aucun type d'accord sur la démobilisation lors de la réunion de New York, étant donné que la présence des combattants armés de la résistance est indispensable tout au long de la campagne électorale.

Je suis d'avis, comme nous en avons déjà discuté, que l'on ne peut accepter la démobilisation et encore moins tomber dans la manoeuvre que le régime a monté en essayant de manipuler la CIA, en tout cas la négociation doit être repoussée à une autre réunion. De plus la démobilisation a fait commettre des erreurs au Gouvernement sandiniste et il faut maintenir cette attitude en matière de négociation à l'avenir.

Si tu devais signer un engagement, tiens compte du facteur temps, car les choses se sont un peu compliquées ici; Eli s'est à nouveau manifesté de façon douteuse, prétendant faire dévier la ligne que nous avons commencé à développer.

Je crois qu'il est nécessaire que tu donnes un avertissement à Eli sur la base de la réunion du Guatemala, sinon ils vont continuer à l'utiliser et en tout cas je préférerais le retirer en utilisant son propre discours.

Il est important que tu réfléchisses au facteur temps.

Souviens-toi que la campagne est courte. Au train où vont les choses et malgré le contre-temps que nous rencontrons avec le monsieur que j'ai mentionné, je crois que nous allons obtenir de bons résultats.

Alfredo Cesar



Elections

LES CONVENTIONS ELECTORALES: LE CONTRAIRE DU SILENCE

Repris de *Barricada internacional*

Managua, 11 novembre (ANN). A la lecture de leurs noms, la salle a lancé une ovation. Sans cacher son rire ni sa nervosité, l'homme a essayé de s'arracher aux milliers de mains qui se tendaient pour le toucher.

En son honneur l'orchestre a repris de plus belle une musique tonitruante, métallique, typique. Il est monté à la tribune et a dansé, sous les applaudissements chaleureux de la foule qui le remerciait de transmettre sa joie, depuis déjà 50 ans, dans les parcs, à tous les coins de rues et dans les arenas. C'était à Juigalpa, à 130 kilomètres au nord-est de Managua. Ce jour là, Roland Chacon, cueilleur de café, professeur de musique et directeur de la fanfare municipale a été élu représentant du Front Sandiniste pour le prochain conseil municipal.

La nomination des candidats sandinistes a commencé le 24 septembre avec la grande convention de peuple, à Managua, au cours de laquelle 1700 délégués ont approuvé le programme de gouvernement et les candidatures de Daniel Ortega et Sergio Ramirez. C'était une rencontre pleine de couleurs, où se sont mêlés la musique populaire et des débats politiques. Durant plus de 10 heures, on a discuté des candidatures à l'Assemblée nationale.

Au cours des semaines suivantes de nouvelles conventions ont eu lieu pour désigner des candidats pour les conseils municipaux.

LES CANDIDATS LES PLUS POPULAIRES

La principale contribution du FSLN a consisté à rendre à leurs lieux d'origine des dizaines de cadres expérimentés, qui avaient été mutés il y a plusieurs années à des postes-clés dans le parti ou au gouvernement, à Managua et dans les zones de guerre.

Les conventions municipales se sont succédées, l'échelon le plus petit étant celui des assemblées de consultation populaire, réunions dans les quartiers, les hameaux et les zones rurales de chaque municipalité. C'est là qu'on a discuté le programme du conseil municipal et que sont apparus les premiers candidats municipaux, confirmés par la suite, lors des conventions.

De même que pour les élections de 1984, et avec plus de force cette fois-ci, on a insisté pour former des listes pluralistes.

Les candidats unitaires sont des gens reconnus et respectés dans leur commune, même s'ils ne sont pas affiliés au

FSLN. Il s'agit d'éleveurs, de producteurs de café, d'entrepreneurs ou de médecins, qui jouissent de la reconnaissance de la population mais qui, pour de diverses raisons, ne militent pas au FSLN.

Certains grands propriétaires ayant été touchés par les confiscations du Gouvernement ont également accepté de rejoindre les candidats sandinistes. Il y a aussi des dirigeants issus des quartiers et villages, ainsi que des pasteurs catholiques ou évangéliques.

La différence entre ce processus et la sélection des candidats par les autres partis réside dans la méthode utilisée: Toutes les assemblées de consultation et toutes les conventions ont été des réunions ouvertes à tous.

Il n'y a pas eu de magouille à Leon, principale ville de l'ouest, plus de 50 assemblées de consultation ont eu lieu pendant la première quinzaine d'octobre et un quart des élus ne sont pas des militants sandinistes.

A Nagarote, à moins de 50 kilomètres à l'ouest de Managua, les gens n'ont pas pu rentrer dans la salle la plus grande du village, et ont dû se réunir sur la grand place, d'où les débats ont été suivis attentivement.

A Juigalpa aussi la grande salle du lycée a été trop petite pour accueillir les 750 participants à la convention et plus de 400 "curieux", des gens du village, des vendeurs ambulants, etc.

Tous ces gens, avec également dix observateurs internationaux et membres du corps diplomatique, ont été les invités spéciaux de cette réunion.

La droite s'enferme pour magouiller afin de choisir ses candidats.

"Nous, au contraire, nous le faisons de façon démocratique parce que nous n'avons rien à cacher", a déclaré à cette occasion le commandant Bayardo Arce, membre de la direction nationale.

Les programmes de gestion municipale présentent les actions à mener à bien, qui concernent en général le développement urbain, l'assainissement, les infrastructures et services publiques.

Il est vrai que ces programmes avaient été élaborés à partir de consultations préalables, mais à toutes les conventions on a rajouté des idées nouvelles. Avec une moyenne de 30 interventions à chaque réunion, les programmes ont été modifiés et souvent, on a remplacé des candidats par vote majoritaire.

L'humour populaire était de la partie aussi: Pour contrôler la trop grande éloquence des Nicaraguayens, les organisateurs de la convention de Juigalpa avaient placé un feu de signalisation au mur: Vert pour prendre la parole,

orange pour résumer, et rouge pour finir chaque exposé. Les trois minutes de chaque orateur ont ainsi été strictement contrôlées par les auditeurs.

Le docteur José Ramón Oporta, qui circulait entre les lits d'hôpitaux en essayant de répondre à chaque malade, a accepté de bavarder quelques minutes avec nous. Il est chirurgien chef de l'hôpital de Juigalpa depuis 19 ans. Il n'a jamais milité dans un parti politique, mais il est plus connu dans la ville que le percepteur et, d'après lui, c'est pour cela qu'il a été choisi comme candidat au conseil municipal.

Cette élection l'a surpris et lui a fait oublier qu'il y a quelques années, la révolution a confisqué une bonne partie des terres de sa famille. Le docteur Oporta dit qu'il est prêt à travailler comme candidat des Sandinistes.

Il a décidé d'être chirurgien il y a 25 ans, alors que des milliers de paysans mouraient parce qu'ils ne pouvaient pas payer une consultation médicale. Pendant l'insurrection il fut l'un des rares à oser opérer les guerrilleros sandinistes. Son rythme de travail, jusqu'à sept opérations par jour, lui a provoqué un infarctus il y a deux ans, tellement il était stressé. Le ministère de la santé l'a alors envoyé à Cuba, dans un hôpital modern.

Sa plus grande ambition comme conseiller municipal est d'améliorer l'hôpital de Juigalpa et de progresser les programmes de la santé, mais il s'attriste à l'idée qu'il se retrouvera derrière un bureau à diriger les programmes de la municipalité. "Je suis plus utile ici. On ne peut pas acheter l'expérience, on vit avec chaque malade. Ils me donnent de l'affection, et je la leur rend par mon travail. C'est ma façon de me lier au peuple".

COTE ATLANTIQUE: L'AUTONOMIE AU COEUR DE LA CAMPAGNE

Managua, 8 novembre (ANN). Les habitants de la région de l'atlantique nord ont choisi les 45 candidats du FSLN au conseil régional autonome et les trois candidats à l'Assemblée nationale. Ils ont ratifié le programme de gouvernement de la région en vue des élections de 1990.

C'était le 6 novembre, au cours de la convention du peuple qui s'est tenue en présence de Tomas Borge, ministre de l'intérieur et président de la commission de paix et pour l'autonomie.

Les habitants des régions minières de Siuna, Bonanza, Rosita, Waspan, Rio Coco et Puerto Cabezas ont accueilli Tomas Borge par des manifestations enthousiastes qui se sont transformées en carnaval mené par les "lauteurs d'or".

Au cours de la convention, qui a rassemblé plus de 1000 délégués de la région, les candidats du FSLN au conseil régional autonome ont exposé le programme du gouvernement, qui s'est vu enrichi et ratifié par les participants. Il prend en compte les aspirations exprimées par la population: Amélioration du transport aérien, maritime et terrestre tant à l'intérieur de la région que dans les liaisons avec le reste du pays, installation de lignes téléphoniques et de câbles de télévision. Il prévoit également de développer le commerce et d'augmenter la puissance des stations de radio, d'opérer certaines régulations fiscales, d'installer des équipements pour le repiquage du riz et de construire des scieries afin de favoriser l'exportation du bois. Il envisage d'améliorer le système d'octroi des bourses ainsi que les équipements scolaires. Son postulat: La paix pour les habitants de l'atlantique.

Tomas Borge a appelé la population à exiger de ses candidats qu'ils mettent en oeuvre ce programme: "Le peuple doit être juge et assesseur au banc des accusés celui qui ne tient pas ses engagements". Le ministre de l'intérieur, qui a été l'un des artisans de l'autonomie de la Côte atlantique, a dénoncé la droite qui, auparavant, ne s'était jamais préoccupée du sort de cette région. Mais "les habitants de Puerto Cabezas ignoreront ceux qui les ont ignorés". Il a mis en garde les indigènes des différentes ethnies contre le projet indigéniste impulsé par les secteurs réactionnaires de la Côte et qui correspond aux visées séparatistes de l'imperialisme.

Parmi les candidats choisis par les *Costeños*, figurent des Indiens Sumus, Ramas, Miskitos, des Crioles, des Métis, des membres des groupes religieux et des commissions pour la paix ainsi que certains de ceux qui ont déposé les armes.

Economie

QU'A FAIT LA DROITE EN DIX ANS?

Repris de *Barricada*

Managua, novembre (ANN). Utilisant les espaces démocratiques ouverts par la révolution, la coalition de droite UNO, avant-garde politique de la Contra et du Somozisme, rejette tranquillement sur le Gouvernement la responsabilité de la misère et du chaos qu'elle s'est appliquée à cultiver pendant toutes ces années.

Un rapide survol des faits suffit à démontrer que les honorables politiciens de l'UNO étaient, il y a peu, la pègre arrogante de la direction de la Contra qui donnait l'ordre d'attaquer les coopératives, de détruire les exploitations de café, de faire sauter les ponts et les pylones électriques, de mettre le feu aux centres de santé et aux écoles.

Ces mercenaires ont décidé de se partager le travail avec leurs troupes qui continuent à ravager le pays et, à peine débarrassés de leurs treillis, ils sortent de leur manche un programme électoral qui prétend continuer et améliorer l'oeuvre de la révolution. Eux qui ont assassiné tant de paysans et obligé à abandonner tant de terres promettent de donner des terres aux paysans. Eux qui ont ruiné la production de café et de viande dans le nord du pays affirment qu'ils élèveront les exportations. Eux qui ont applaudi au blocus économique jurent qu'une fois au pouvoir, ils le feront lever.

Il est évident que ces brillants politiciens voudraient que le passé soit oublié et ils voudraient ôter de leurs vêtements toute trace de sang et faire que la guerre ne soit plus qu'un détail facile à enterrer. Mais le peuple nicaraguayen n'est pas amnésique et n'a pas perdu le sens de la réalité. Au contraire, il est plus lucide que jamais, des décades d'agression lui ont ouvert les yeux. Il écoute ces politiciens et se demande ce qu'ils ont fait en dix ans pour redresser l'économie et apporter du bien-être au pays, ce qu'ils ont fait pour la paix, eux qui parlent si bien.

Nous vous présentons un rapide compte-rendu du travail de la droite, regroupée dans l'UNO, au cours de ces années terribles où le peuple a dû défendre par sa vie, ses efforts et ses sacrifices la voie de la souveraineté pour construire un avenir meilleur.

LA REVOLUTION A DONNE LA TERRE...

"Nous sommes des hommes faits pour vivre de la terre", avait dit Bernardino Diaz Ochoa, assassiné comme tant d'autres paysans par la furie somoziste. En 1983, Leopoldo Medina, un autre paysan, dira: "Aujourd'hui, nous sommes les maîtres de la terre, avant il fallait en louer un morceau qui ne nous permettait même pas de survivre. Aujourd'hui, nous avons des titres de propriété, des crédits, nous avons même acheté un tracteur".

La réforme agraire a changé le paysage d'injustice hérité du Somozisme. Si, en 1977, les paysans pauvres possédaient 3,4% des terres, 10 ans après plus d'un tiers leur appartient. Plus de 100 000 familles ont reçu leur titre de propriété. L'accès au crédit sans crainte de perdre son bien, l'appui technologique et matériel, le financement, l'alphabétisation, les programmes de santé, d'électrification, de construction, la participation de la femme paysanne et surtout une vie digne et une place dans la société, tel est le visage du changement.

Les paysans isolés se sont unis pour faire face et aujourd'hui 3533 coopératives, reconnues comme une force économique importante, participent non seulement à la production alimentaire mais aussi d'agro-exportation. Les résultats sont parlants. Malgré la guerre, la production de maïs par exemple, dans la principale région où il

est cultivé, est passée de 15 500 tonnes avant la révolution à 120 000 tonnes en 1988. La révolution a promis une vie nouvelle aux paysans et elle a tenu promesse.

...ET LA CONTRA A INVENTE LA DESTRUCTION

Peu après l'approbation des 100 000 dollars d'aide à la Contra, en 1985, les forces mercenaires ont déclenché à distance une mine anti-tank contre 32 paysans à San José de Bocay. Un parent des victimes a raconté: "Il y avait ce jour-là 18 membres de la famille Castillo Lopez, leurs corps ont été projetés dans l'air, les morceaux de corps, on ne s'en consolera jamais". Les paysans, artisans principaux de la transformation révolutionnaire, ont été la cible privilégiée de la brutalité. 9850 d'entre eux ont été assassinés, blessés ou séquestrés, dont 5352 membres des coopératives, les plus hais. Pendant que la révolution donnait la terre, la Contra l'ôtait, brûlant coopératives et fermes. Pendant que le Gouvernement intégrait les producteurs aux projets économiques, la droite armée détruisait leurs outils et leurs véhicules.

Pendant que la réforme agraire donnait aux gens le droit à une vie meilleure, l'ennemi leur ôtait ce droit et les assassinait.

Pendant que la révolution permettait aux paysans, auparavant isolés dans la montagne, de se rapprocher du reste de la nation, la Contra semait la haine, divisait les familles en séquestrant leurs membres et en profitant de l'archaïsme pour tromper et attirer vers sa politique de destruction.

UNE RECOLTE RECORD

C'était l'époque de la récolte, en 1982-83. Les plans de transformation de la production étaient en route. Avant la révolution, il n'y avait jamais eu de politiques concertées de l'Etat pour le café et ce secteur se caractérisait par son retard.

Mais alors les premiers effets de l'apport technique se faisaient sentir: 25% de la surface de production étaient en pleine relance. Dans les plantations chargées de grains, l'enthousiasme régnait, les usines traitaient le café à toute allure. La récolte de cette année fut un record: 18 615 tonnes, avec un rendement par hectare fortement augmenté. Le futur était prometteur, les politiques d'encouragement stimulaient l'amélioration de la qualité, les travailleurs commençaient à connaître des conditions de vie et d'habitat meilleures, ils s'organisaient et devenaient protagonistes des politiques concernant leur secteur de production.

Les exportations de cette année firent grimper le chiffre des entrées de devises dans le pays, contribuant à financer le plan de relance économique et les investissements.

ET LA GUERRE CONTRE LE CAFE A COMMEN-

CE

La 4 décembre 1984, un camion chargé de cueilleurs de café, hommes, femmes et enfants passait sur la route entre Telpaneca et San Juan de Rio Coco. Tout d'un coup, l'explosion, la mort, la terreur, les corps de 31 paysans éparpillés dans les cafeières. La Contra s'est approchée du camion et a brûlé vif les survivants.

Pendant ce temps, des dizaines d'exploitation de café privées ou d'Etat, ainsi que des coopératives, étaient attaquées dans le cadre d'une offensive destructrice. Depuis lors, les récoltes ont pris nom de "batailles du café".

30% des surfaces de plantation ont été abandonnées et plus d'un tiers des travailleurs de ce secteur ont du s'intégrer à la défense du pays. Deux ans plus tard, la production est tombée à son niveau le plus bas. La guerre contre le café n'est pas un hasard.

Miner ce secteur stratégique des exportations revient à porter un coup de poignard à l'économie. La Contra et ses chefs ne se sont pas trompés de cibles.

DES ANNEES DE CROISSANCE

La croissance économique a été nette dès les premières années de la révolution, avec 13% d'augmentation du produit national en 1980 et 8% en 1981. La relance est devenue une réalité, trente nouveaux projets d'investissement ont été développés dans le pays: Projets d'irrigation, d'agro-industrie liée à la production laitière, de conserveries de légumes, de palmes africaine, de cacao, de noix de coco, avec l'objectif d'élever la valeur des exportations.

Un plan d'intensification de la production de grains de base a été lancé afin de satisfaire les besoins du pays. De nouveaux projets d'exploitation des mines, de la pêche et de l'énergie ont été mis sur pied. On a commencé à réparer et construire les ports de la Côte atlantique et pacifique.

La révolution a employé tous ses efforts à améliorer les services de santé et d'éducation: De 2 millions de consultations médicales en 1979, on est passé à 6 359 000 en 1988. En 5 ans, 2000 écoles ont été ouvertes à la campagne et le nombre de maîtres est passé de 2 696 en 1978 à 19 289 aujourd'hui.

Que le Nicaragua veuille en finir avec le sous-développement s'est avéré inacceptable pour les Etats-Unis, décidés à empêcher ce pays de donner un exemple de croissance à un continent soumis. Et la droite en devient volontairement complice.

ET LA DROITE A DECAPITALISE

Si en 1987, les capitalistes ont investi 1 260 millions de

córdobas, en 1981 ce chiffre était tombé à 589 millions. Depuis le début, la droite a soustrait ses fonds, initiant un processus de décapitalisation en vue de la guerre qui allait miner l'économie.

Malgré les garanties offertes par le Gouvernement, les tarifs préférentiels, les crédits, les machines remplaçant celles que l'embargo empêchait d'acquérir, les dirigeants de la droite ont toujours nié l'existence de conditions propices à la production et ils se sont faits complices de la guerre.

Mais cette guerre n'a pas tardé à se retourner contre le secteur privé. En plus du dommage causé par l'embargo, la Contra a assassiné près de 200 chefs d'entreprise. La direction du COSEP n'a jamais eu un seul mot de condamnation face à ces crimes et a justifié absurdement le blocus qui pourtant affectait tant les producteurs. Au contraire, il a nommé "combattant de la liberté" ses amis en armes.

Plus tard, lorsque les producteurs, épuisés par la crise, ont accepté de dialoguer avec le Gouvernement et ont participé à la recherche de ressources extérieures, le COSEP les a condamné et a lancé contre eux une campagne de dénigrement.

Pendant ce temps, l'oeuvre de la révolution était systématiquement attaquée. Les projets de production de bois, de palme et de cacao de la Côte atlantique ont été la cible de sabotages.

Les réservoirs de Corinto ont été bombardés, provoquant de graves dégâts. Des centaines de postes de santé et d'écoles ont été brûlés, les infirmières et les enseignants assassinés.

Certes, la droite a investi pendant ces années: Elle a consacré les énormes quantités d'argent offertes par les Etats-Unis à bloquer chaque pas vers le développement, afin de miner l'avenir de la révolution.

CEE : QUELLE COOPERATION ECONOMIQUE AVEC L'AMERIQUE CENTRALE?

par Diana Pritchard, *repris d'Analysis*

Managua, novembre (ANN). La communauté économique européenne (CEE) constitue le plus important marché mondial, elle réalise 25% du commerce et produit 20% des biens et services. Elle représente le principal bloc commercial et, de ce point de vue, elle est le second interlocuteur de l'Amérique centrale après les Etats-Unis.

La relation CEE-Amérique centrale s'est développée dans le contexte du dialogue économique, politique et di-

plomatique mené dans la région. Pour la seconde fois depuis la seconde guerre mondiale, la politique extérieure de l'Europe envers l'Amérique centrale s'oppose à la politique des Etats-Unis en Amérique latine.

La relation entre les deux régions a débuté en 1968 par un échange de délégations de la CEE et du marché commun centraméricain (MERCOMUN). Mais ces premiers efforts de coopération ont été abandonnés pendant les années 70 lorsque les tensions politiques se sont durcies en Amérique centrale, provoquant l'effondrement du commerce dans la région et entravant le développement d'une politique homogène en direction de l'Europe. La détérioration de la situation des droits de l'homme au Salvador, au Guatemala et dans le Nicaragua de Somoza a représenté également un obstacle aux relations.

Les événements survenus au début des années 80 ont apporté un changement à cette situation. L'Europe dépend en grande partie des matières premières du Tiers-monde.

Ses gouvernements et ses entreprises ont besoin des marchés latino-américains et ont des investissements à protéger sur ce continent.

Après la guerre des Malouines en 1982, la CEE, dont les pays membres ont soutenu l'Angleterre, a entrepris de récupérer son influence politique en Amérique latine, afin d'assurer sa place sur le marché régional.

La révolution sandiniste et la réponse des Etats-Unis ont joué un rôle décisif dans la suite des événements.

Les gouvernements d'Europe de l'ouest se sont inquiétés d'une éventuelle invasion du Nicaragua qui pourrait être impopulaire en Europe et renforcer les sentiments anti-américains, ce d'autant plus qu'au même moment une partie de la population s'est opposé violemment à l'installation de missiles "cruise" en territoire européen. La crainte a existé également que la pression n'augmente pour pousser les gouvernements de se retirer de l'OTAN ou que la situation internationale ne favorise des victoires électorales de la gauche.

L'attitude adoptée par l'Europe était alors "l'option CEE". La politique du "commerce seulement" a été remplacée par un programme spécial pour le développement économique et social. Mais ce n'était qu'en 1984, avec les "accords de San Jose" qu'était créé un mécanisme de coopération politique et économique. Cette première réunion, suivie depuis de cinq autres, rassemblait les ministres des relations extérieures des pays de la CEE, des cinq Républiques centraméricaines et des pays du groupe de Contadora. Leurs déclarations finales explicitaient l'approbation de l'initiative de Contadora, du processus de paix d'Esquipulas, des principes de non-ingérence, d'inviolabilité des frontières et de la condamnation par la Cour internationale de justice des menées illégales des

Etats-Unis contre le Nicaragua.

LES RELATIONS COMMERCIALES

Le commerce entre l'Amérique centrale (y compris le Panama) et la CEE est demeuré relativement stable depuis 1981. 15% des importations centraméricaines proviennent de la CEE et 25% des exportations s'y dirigent. Le café représente 56% du total, les bananes 20%, le coton 8% et les produits manufacturés 7%. Ces relations sont limitées dans la mesure où l'Europe favorise le commerce avec ses anciennes colonies d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, réglementé par la *convention de Lomé* qui fixe des conventions commerciales et d'aide au développement.

Toutefois, l'Europe privilégie ses relations commerciales avec l'Amérique centrale par rapport à certains pays en voie de développement, avec des conditions douanières préférentielles pour les produits traditionnels, entre autres le café, les fruits, le cacao et le tabac. L'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) qui régit les relations commerciales internationales ne s'applique qu'au Nicaragua, seul pays centraméricain à y avoir souscrit, lui permettant des réductions de 20% à 100% sur les tarifs douaniers pour les produits tropicaux.

COOPERATION ET AIDE AU DEVELOPPEMENT

Les progrès du dialogue politique et diplomatique dans la région ont entraîné une promesse d'accroissement de l'aide européenne. Entre 1978 et 1987, la CEE a envoyé au total 45,125 millions d'écus. Pourtant elle ne peut être considérée comme une source importante de financement.

Jusqu'en 1984, les sommes envoyées ont été inférieures à l'aide émanant de l'Allemagne (principale source européenne de financement bilatéral pour l'Amérique centrale), l'Italie et les Pays-Bas. L'aide de la CEE se destine autant à des projets régionaux que nationaux.

L'aide à la région à partir de 1984, l'aide destinée aux projets régionaux a augmenté, visant à renforcer la coopération et le commerce intra-régionaux. La CEE s'est engagée dans le projet de parlement centraméricain et l'appui au MERCOMUN. Parmi les projets régionaux figurent la campagne de santé materno-infantile de l'UNICEF, un programme de réactivation des coopératives, la campagne anti-rabique, un projet de couverture alimentaire, l'installation d'un radar pour la régulation du trafic aérien civil au Honduras, Guatemala et Salvador.

L'AIDE AUX PAYS CENTRAMERICAINS

De tous les pays centraméricains, c'est le Nicaragua qui correspond le plus aux critères de développement de la CEE, car il privilégie la population la plus pauvre dans

l'attribution de ses ressources. C'est ce pays qui reçoit en conséquence la plus grande aide, 40% des sommes officiellement attribuées aux pays de la région entre 1979 et 1987.

Jusqu'en 1980, le Honduras avait été le principal bénéficiaire car il présentait le plus faible revenu per capita de toute l'Amérique centrale. La diminution de cette aide à partir de 1984 reflète le malaise de la CEE face à la présence de contras sur le territoire hondurien.

Le Guatemala, qui a le plus haut revenu per capita des cinq pays considérés a peu reçu jusqu'à l'arrivée au pouvoir du Gouvernement démocrate-chrétien.

Le Salvador, malgré son faible revenu per capita, reçoit très peu d'aide et celle-ci est destinée uniquement aux grands projets de construction.

Les lignes budgétaires incluent assistance technique et financière et aide alimentaire. Les organismes non-gouvernementaux favorisent l'aide d'urgence aux réfugiés et déplacés, l'assistance technique en énergie et la recherche scientifique.

Entre 1979 et 1987, 54% de l'aide a été technique et financière, sous forme de donations et non de prêts ou de crédits, et destinée à soutenir des projets de développement rural. L'assistance alimentaire vient au second rang, représentant 35% du total.

De caractère paternaliste, l'aide européenne allège les dommages causés par la guerre et les désastres naturels. Son impact sur les pays bénéficiaires a fait l'objet d'une analyse: Il apparaît qu'elle a des effets négatifs sur les prix des produits agricoles nationaux et qu'elle représente un frein à la production alimentaire, entraînant une dépendance par rapport aux donations. A l'exception du Costa Rica, une grande partie de l'assistance est d'ordre alimentaire et représente 62% de l'aide totale reçue par le Nicaragua, 49% par le Salvador et 34% par le Honduras. L'aide au développement reste relativement insignifiante et les modestes concessions économiques faites par l'Europe ne satisfont pas les Centraméricains.

Certains pays réclament une révision des distinctions faites par l'Europe dans ses relations avec les pays en voie de développement, liées à son passé colonial.

L'abolition des barrières douanières en Europe à partir de 1992 préoccupe également les Centraméricains qui ont sollicité une réunion pour en discuter les conséquences.

Pendant que les Européens vont rester dépendants des produits traditionnels centraméricains, leurs politiques protectionnistes réduiront l'accès des produits non-traditionnels au marché européen. Ces facteurs définiront le rôle que jouera dans le futur la CEE dans le déve-

loppement de l'Amérique centrale.

NARCO-GUERRE DE FAIBLE INTENSITE

par Gregorio Selser, repris de *El Nuevo Diario*

Managua, novembre (ANN). Parmi les nombreuses questions restées sans réponse depuis que le président colombien s'est décidé à affronter le cartel de Medellín, il en est une principale: Pourquoi a-t-il tant attendu pour intervenir militairement comme la logique et le bon sens le voulaient depuis plusieurs années?

La question du temps joue ici un rôle important. Le choix du moment pour agir, en août dernier, n'avait apparemment rien à voir avec l'assassinat du pré-candidat aux élections présidentielles, Luis Carlos Galan, mais cet événement a servi de détonateur à l'offensive, à un moment où le dispositif militaro-policié était prêt à fonctionner.

Un autre fait surprenant est la rapidité avec laquelle les Etats-Unis ont réagi pour soutenir le gouvernement colombien, tranchant sur leur passivité habituelle.

En effet, depuis mars 86, alors que le gouvernement Reagan déchaînait une campagne virulente contre le général panaméen Noriega, l'accusant de blanchir les dollars du trafic de drogue, les Etats-Unis restaient étrangement silencieux sur certains faits connus de tous, tels que la production, le traitement industriel, le transport et la commercialisation de la drogue par le Paraguay, la Bolivie, le Pérou, l'Equateur, le Venezuela, le Costa Rica, le Honduras, le Guatemala, Haiti, la Jamaïque et les Bahamas.

Il semble que jamais le département d'Etat et la *drug enforcement administration DEA* (organisation nationale de lutte contre la drogue) ne se soient rendus compte de ces activités.

C'est depuis lors que les termes de *narco-diplomatie* et *narco-politique* ont fait leur apparition. Ils désignent les instruments de pression internationale mis au point par les Etats-Unis sous couvert de lutte contre la drogue.

Leur principale caractéristique est leur sélectivité et l'exemple le plus notoire en est le scandale déclenché autour de Noriega pendant que le silence recouvrait les agissements des généraux et des colonels honduriens, paraguayens, boliviens, colombiens, haitiens et de certaines personnalités du Costa Rica, de Jamaïque et des Bahamas.

On peut trouver quelques éclaircissements dans le livre de la journaliste étatsunienne *Eleine Shannon "Desperados"*, dont le sous-titre précise le contenu: "Les patrons

latino-américains de la drogue, les agents de la loi et la guerre prétendent que les Etats-Unis ne peuvent gagner". Il y est démontré que ni Carter ni Reagan n'ont voulu s'en prendre au trafic de drogue, dont les Etats-Unis sont les principaux protagonistes à la fois en tant que clients et bénéficiaires sur le plan financier.

L'édition du 20 février du *Time* révèle qu'au cours d'une des rares opérations fructueuses menées par la police colombienne pour détruire les laboratoires clandestins de traitement de la coca, on avait découvert que les substances chimiques indispensables à ces opérations avaient été fournies par des entreprises américaines aussi respectables que la *Dow chemical* (célèbre dans les années 60 pour sa production de napalm utilisé au Viêtnam) et *l'union chemical*. En principe, ces corporations industrielles sont obligées, par un accord passé avec la DEA, de contrôler la destination de certains produits chimiques clés pour ce type de fabrication et d'avertir l'organisme national de lutte contre la drogue des demandes suspectes émanant de certains pays.

Fidèles à cette attitude, le département d'Etat et la DEA ont choisi de faire les étonnés quand le *Christic Institute* de Washington a révélé, avant que cela soit confirmé par l'Iran-Contragate, la participation active du Costa Rica en tant que relai et dépôt de cocaïne entre la Colombie et les Etats-Unis et cela pour le compte de la CIA.

C'est avec le gouvernement Reagan que s'est dessinée ce que l'on a appelé la "narco-politique", sous forme de "narco-guerre de faible intensité". L'envoi de troupes soviétiques en Afghanistan, fin 1979, en a fourni le prétexte, alors que Carter était absorbé par les conséquences de la chute du Shah Diran, la situation au Liban, la capture par le gouvernement Khomeiny de 50 otages nord-américains, le plan de lancement d'une seconde guerre froide et les élections présidentielles de 1980.

Avec l'arrivée de Reagan est revenu le spectre de la confrontation est-ouest, portée en Amérique centrale, en Angola, en Ethiopie et maintenue à Cuba et en Afghanistan, mais dans la plupart des cas par le biais de mécanismes idéologiques et militaires conçus pour une "guerre de faible intensité". C'est ainsi que sous le gouvernement de Luis Alberto Monge, le Costa Rica s'est transformé en "front sud" de l'agression armée contre le Nicaragua et lieu de trafic d'armes pour les contras d'Eden Pastora, payés avec les bénéfices de la vente de cocaïne que le cartel de Medellin acheminait aux Etats-Unis au vu et au su de la CIA et de la DEA. Selon E. Shannon, s'il y a un conflit entre ces deux organismes, le dernier mot vient toujours à la "raison d'Etat", c'est-à-dire à la CIA.

Pour les Etats-Unis, la *trilogie politique-guerre-drogue* ne date pas d'hier. Déjà dans les années 50, la CIA avait développé le trafic de cocaïne, d'opium et d'héroïne en provenance du "triangle d'or" asiatique afin de financer la guerre contre le Viêtnam, le Laos et le Cambodge.

La réactivation de cette activité au Costa Rica a connu un précédent à l'occasion du conflit en Afghanistan. Pour appuyer les Afghans insurgés contre le Gouvernement de Kaboul et les troupes soviétiques, les Etats-Unis ont mis sur pied un impressionnant trafic d'armes et de munitions acheminées par le Pakistan. Le quotidien *Time of India* dans son édition du 24 octobre 88, a révélé que les avions et autres moyens de transport de ces armes revenaient chargés de drogue dont le bénéfice de la vente était distribué aux hauts officiers de l'armée et des services secrets pakistanais. C'est une des raisons pour lesquelles les zones frontalières entre l'Afghanistan et le Pakistan contrôlées par les Moudjahidines, produisent environ 50% de l'héroïne qui alimente le marché des Etats-Unis. Enfin, le livre d E. Shannon fait une large part aux tentatives de la CIA pour impliquer le Gouvernement du Nicaragua dans un supposé trafic de drogue entre Medellin et les Etats-Unis.

En bref

DROITS DE L'HOMME: LES DENONCIATIONS DE L'OPPOSITION DEMENTIES PAR AMERICA'S WATCH

Managua, 20 novembre (ANN). L'organisation étatsunienne de défense de droits de l'homme "America's Watch" a présenté un rapport niant l'existence de prisons clandestines et de 7000 prisonniers au Nicaragua.

Des responsables d'*America's Watch* ont fait deux séjours à l'invitation du Gouvernement nicaraguayen et, selon leurs propres déclarations, ils ont eu toutes facilités pour mener leur enquête.

Entre autres, ils se sont entretenus avec la commission pour la défense des droits de l'homme de l'opposition, qui avait affirmé qu'il y avait 7000 prisonniers et plus de 147 prisons clandestines au Nicaragua. L'organisation étatsunienne a démenti ces accusations et a pu vérifier que de nombreux noms de soi-disant prisonniers publiés dans le journal d'opposition *la Prensa* sont en réalité ceux de citoyens vivant aux Etats-Unis.

America's Watch a confirmé le chiffre officiel de 1306 prisonniers.

Flash-élections

NOUVELLES DISSENSIONS AU SEIN DE L'UNO

Les candidats de l'UNO au conseil municipal de Managua ont décidé par un vote qu'Arnoldo Aleman, membre du parti libéral constitutionnaliste et directeur du COSEP, serait le maire de la capitale en cas de victoire de l'opposition de droite. Cette décision a provoqué la colère des partisans d'Agustin Jarquin, leader du parti démocratique de confiance nationale (PDCN), qui s'était déjà proclamé candidat au siège de maire. Le PDCN, qui se plaint que ses cadres n'aient obtenu aucun poste de responsabilité dans l'UNO, fera appel au conseil politique de cette organisation.

AFFAIRE GODOY, SUITE

La commission parlementaire qui a examiné le cas de Virgilio Godoy, candidat de l'UNO à la vice-présidence accusé de malversations de fonds, a décidé de recommander à l'Assemblée nationale de lever l'immunité parlementaire de ce dernier, estimant que l'affaire mérite d'être portée devant les tribunaux.

UNE LETTRE DES JOURNALISTES A L'UNO

La voiture d'un photographe de l'AFP (Agence France Presse) a été endommagée par des manifestants de l'UNO lors d'un rassemblement dimanche dernier à Nandaime. Les clubs international de la presse a envoyé une lettre à la coalition de droite pour lui demander d'exercer un contrôle de ses manifestants étant donné que cette tentative d'intimidation pourrait être le premier pas vers des actions de plus grande envergure.

Appel

LE COMITE DES INTERNATIONALISTES APPELLE A LA SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE SALVADORIEN

Managua, 21 novembre (ANN). Plusieurs actions de protestation ont eu lieu à Managua depuis le début des bombardements de la population civile au Salvador. Après l'annonce de l'assassinat des jésuites de l'université centraméricaine, de civils et de dirigeants d'organisations populaires, les internationalistes qui travaillent au Nicaragua, les réfugiés salvadoriens, les représentants d'organisations chrétiennes et des Nicaraguayens ont organisé une manifestation face à l'ambassade des Etats-Unis pour protester contre l'attitude cynique de Washington, qui a accéléré l'envoi d'armes au gouvernement salvadorien malgré le génoci-

de commis par Alfredo Cristiani et les forces armées.

Un représentant du comité de solidarité internationaliste avec le Salvador-Juerg Weiss a expliqué que "les internationalistes qui travaillent au Nicaragua appellent les organisations de solidarité et les peuples de leurs pays à soutenir la lutte du peuple salvadorien dans cette phase décisive par une aide matérielle et en envoyant des communiqués aux journaux afin de contrecarrer la campagne de désinformation sur le Salvador.

1979-1989 10 Jahre Kampf um Selbstbestimmung



SERVICE

Impressum L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publié également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 236, CH-8042 Zurich. Telex (45) 817585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

ANN offre: **Affiche en couleur 10 ans de solidarité internationale** format 60/84. Prix (incl. frais d'expédition): CHF 10.-/FF40.-

ATTENTION: L'écriture est en allemand!

Votre paiement (versement postal ou cheque) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Europe, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

La montre-bracelet 10 años Nicaragua libre est enfin à disposition! Prix de solidarité: FF 250/FF 65.- plus frais d'expédition CHF 4.50.

Votre paiement (par chèque postal ou bancaire) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Suisse, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

Livres du Nicaragua L'ANN en collaboration avec l'édition Nahua à Wuppertal en Allemagne et la libreria el Cóndor à Zurich dispose des livres nicaraguayens. La libreria el Cóndor se charge de l'expédition. Pour vos commandes, adressez-vous à: Libreria El Cóndor, Obere Zäuner 18, Postfach 369, 8024 Zurich.

Calendrier

Si vous organisez une fête de solidarité, une réunion, un congrès, etc., vous pouvez l'annoncer dans notre bulletin hebdomadaire! Il n'y a pas de mieux pour informer un public intéressé en Europe, soit en France, la Belgique, la Suisse, la RFA et Autriche!

Les conditions: Il faut nous le faire savoir le plus tôt possible. Comme contribution aux frais de ce service, nous vous demandons de vendre notre matériel à l'occasion de votre réunion. Nous vous enverrons alors un ou plusieurs paquets qui contiendront des bulletins, des cartes postales, des affiches et des prospectus pour le prix unique de CHF 65.-, FF 240.- (pas de commission, des prix de vente fixes.)

Dimensión costeña: Nouvelle tournée en début de l'année prochaine. Dates à convenir. Adresse de contact: Reiner Müller, Hedwigstr.32, D-4300 Essen.

Séminaire de réflexion: "Nicaragua, 10 ans de luttes en Amérique centrale". A Genève, 1er décembre, salle du Môle, 2 décembre, Hôtel Grenil, rue Ste-Clotilde, le soir fête latinoaméricaine, salle du Sacré Coeur, rue Général Dufour 18. Inscription et information: SAC, Place Chaudron 24, 1003 Lausanne. Tel.: 021/24 08 02

RESEAU DE SOLIDARITE

Tous ceux qui sont convaincus que le Nicaragua a besoin et le droit d'avoir sa propre voix, contribuent au fonds de solidarité de l'ANN! Il y en a déjà parmi les gens de la solidarité qui versent chaque mois une somme pour garantir la survie de l'ANN. Nous serons heureux de vous inscrire dans les listes du fonds de solidarité!

SERVICE "ELECTIONS" DE L'ANN

Si vous êtes intéressés à des informations spécialisées sur le thème "Elections" en langue espagnole, allemande **et nouveau: en français**, vous pouvez vous abonner à des paquets de 30 articles spécifiques livrés directement sur votre télex, mailbox ou téléfax.

Prix par paquet:

- télécopie CHF 255.-
- télex CHF 480.-
- mailbox CHF 195.-

